

Recherches sociographiques



Stanley B. FROST, *McGill University. For the Advancement of Learning, I. 1801-1895*

Raymond Duchesne

Volume 22, Number 3, 1981

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/055954ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/055954ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Duchesne, R. (1981). Review of [Stanley B. FROST, *McGill University. For the Advancement of Learning, I. 1801-1895*]. *Recherches sociographiques*, 22(3), 414–416. <https://doi.org/10.7202/055954ar>

mille retours mais alourdis par contre de la perte des descendants des émigrés. L'impact de l'émigration québécoise a par contre été insignifiant pour les États-Unis, sauf en Nouvelle-Angleterre.

Le texte est complété par dix tableaux et un graphique et agrémenté d'une douzaine de photos. Il permet au lecteur intéressé de s'initier à un phénomène important de l'histoire du Québec et lui fournit une trentaine de références bibliographiques qui l'aideront à pénétrer plus avant un sujet sans doute trop négligé et certainement pas encore épuisé.

André LUX

*Département de sociologie,
Université Laval.*

Stanley B. FROST, *McGill University. For the Advancement of Learning, 1801-1895*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1980, 313p.

Les chantiers de l'histoire de l'enseignement supérieur au Canada, ouverts notamment par Louis-Philippe Audet et Robin Harris, ont vu se multiplier les chercheurs au cours des dernières années et il n'est pas surprenant que l'Université McGill, l'une des institutions canadiennes les plus anciennes et les plus réputées, soit parmi les premières à voir paraître son histoire. L'ouvrage de Stanley B. Frost est le premier résultat important du *History of McGill Project*, recherche entreprise en 1974 et poursuivie avec l'approbation officielle et l'appui des dirigeants de la grande institution montréalaise.

Histoire officielle, donc, dont le premier volume couvre le développement de l'institution pendant la majeure partie du XIX^e siècle, soit, plus précisément, de la création de la Royal Institution for the Advancement of Learning, en 1801, à la fin du règne de Sir John William Dawson sur les destinées de l'Université un peu avant 1895. La Royal Institution, fondée principalement à l'initiative de marchands et de *clergymen* protestants, avait reçu pour tâche de favoriser le développement général de l'éducation dans le Bas-Canada. Lorsqu'en 1813 meurt James McGill, un riche marchand de Montréal qui s'était distingué également par sa participation à la vie publique de la cité et de la province, il lègue à la Royal Institution une assez vaste propriété, au pied du versant sud du Mont Royal, ainsi qu'une somme de £ 10 000, afin que soit fondée une Université portant son nom et qui serait ouverte aux habitants des colonies britanniques de l'Amérique du Nord quelle que soit leur langue ou leur religion. Malheureusement pour l'époque, diverses causes, dont l'inertie des gouvernements, les luttes entre les diverses églises protestantes et la rapacité des héritiers de James McGill qui décidèrent de contester le legs devant les tribunaux, s'allièrent pour entraver longtemps le développement de l'institution. Quelques dates illustrent la lenteur des progrès. En 1821, une charte royale constitue le McGill College, mais ce n'est qu'en 1829 que l'institution commence à exister autrement que sur papier et encore est-ce en élevant au rang de Faculté de médecine la Montréal Medical Institution, une école qui existait déjà depuis plus de dix ans. La création de la Faculté des arts est différée jusqu'en 1843, et l'ambitieux programme de construction qui suit son établissement ne réussit qu'à rendre plus précaire encore la situation financière de l'institution. Vers 1850, McGill College ne compte pas vingt étudiants, le poste de *Principal* est, à toutes fins pratiques, vacant, les dépenses excèdent de beaucoup les revenus et, pour couronner le tout, les dirigeants de la Royal Institution, qui supervisent le développement de l'Université montréalaise, doivent reconnaître publiquement que son statut académique ne dépasse guère celui « *of a third-rate grammar school* ». En fait, la situation est si grave que les hommes d'affaires et les magistrats qui composent le Board of Directors de la Royal Institution en arrivent à

la conclusion que seule une réforme radicale du mode de gouvernement et de l'enseignement peut encore sauver McGill College. En 1852, une nouvelle charte permet de satisfaire à la première exigence et la vente de terrains que l'Université possède au sud de la rue Sherbrooke rétablit la situation financière. Le renouveau des programmes d'études débute en 1855 avec la nomination de John William Dawson au poste de *Principal*. Sous la direction de ce Canadien, déjà connu dans les milieux scientifiques pour ses travaux de géologie, McGill College entre dans une nouvelle phase de son histoire, phase caractérisée par le développement de l'enseignement scientifique, l'affermissement de la réputation de sa Faculté de médecine et l'établissement de l'institution de Montréal en tant que couronnement du système d'éducation anglophone dans la province de Québec. Rien comme le succès n'attire le succès : la réputation croissante de McGill College — appelé de plus en plus couramment McGill University après 1880 — permet à Dawson de solliciter et d'obtenir de la grande bourgeoisie commerçante et industrielle de Montréal des dons de plus en plus considérables. Les noms des principaux mécènes survivent dans des institutions comme le Molson Hall, la Logan Chair of Geology, le Redpath Museum, le Macdonald-Workman Engineering Building, etc. Seulement en 1893, coïncidant avec le départ de Dawson, on inaugure la Redpath Library, le Macdonald Physics Building, le Medical Extension, créé grâce à la munificence des Molson, et le Royal Victoria Hospital, fondé par deux princes de la finance canadienne, Donald Smith (plus tard Lord Strathcona) et son cousin George Stephen (plus tard Lord Mount Stephen). À une époque où l'enseignement supérieur avait peu à attendre des gouvernements, la générosité de la bourgeoisie canadienne-anglaise de Montréal, alliée aux hautes vues sur l'éducation qu'entretenaient des *scholars* comme William Dawson ou le Dr Robert P. Howard, longtemps doyen de la Faculté de médecine, semble bien être à la base du succès et du rayonnement de l'Université McGill.

Le livre du Professeur Frost a de nombreux mérites ; en particulier celui de mettre en évidence ce que nous pourrions appeler les principaux caractères de l'Université McGill en tant qu'institution d'enseignement et de recherche. Certains de ces caractères, qui ont commencé à s'affirmer à partir du milieu du XIX^e siècle, ont contribué à faire de McGill une institution unique parmi celles de l'Amérique du Nord et de l'Empire britannique. En premier lieu, on peut citer l'accent mis, dès avant l'arrivée de Dawson, sur les sciences pures et les sciences appliquées plutôt que sur les humanités, McGill se distinguant par là du modèle d'Oxbridge. On peut noter également que si, assez tôt, le caractère strictement anglophone de l'institution s'impose, isolant ainsi l'institution au sein de la majorité de la population de la province, un certain libéralisme a prévalu en matière de religion, McGill s'ouvrant à l'ensemble de la communauté protestante malgré une vigoureuse poussée des Anglicans, entre 1835 et 1845, visant à asseoir leur préséance. Au siècle dernier, cependant, on ne poussa pas le libéralisme et l'esprit de tolérance jusqu'à accueillir officiellement les Catholiques français et irlandais. Le conservatisme des gouverneurs de l'institution se manifesta aussi dans les réticences et les réserves avec lesquelles on accueillit les femmes dans les facultés. De nombreuses Universités d'Amérique du Nord et d'Europe avaient précédé McGill lorsque celle-ci se résigna enfin, au cours de la Première guerre mondiale, à admettre les femmes à l'étude de la médecine.

Soigneusement écrit et abondamment illustré, le livre du professeur Frost plaira sans aucun doute au vaste public des anciens et des amis de l'Université McGill, public auquel il était d'abord destiné. Cependant, l'envergure des recherches sur lesquelles il repose et l'équilibre tout à fait remarquable que l'on a maintenu dans le traitement des différents aspects de l'histoire de l'institution font que l'ouvrage laissera peu à désirer au public plus restreint — et habituellement plus exigeant — des historiens. Peut-être aurait-on aimé voir explorés davantage les rapports de l'institution avec ces classes sociales qui en ont été traditionnellement le support et la clientèle : au-delà de la clairvoyance et de l'énergie de ses *Governors* et de ses *Principals*, les progrès de l'Université McGill doivent bien avoir quelque chose à voir avec la prospérité et la situation générale de la bourgeoisie canadienne-anglaise de l'Est du Canada depuis le XIX^e siècle... Malgré cette réserve, et pour tout dire, le professeur Frost a écrit un livre en tous points digne d'illustrer

cette tradition de *scholarship* qui a fait la réputation de l'Université McGill en tant qu'institution d'enseignement et de recherche.

Raymond DUCHESNE

*Institut d'histoire et de sociopolitique des sciences,
Université de Montréal.*

Jorge NIOSI, *La bourgeoisie canadienne*, Montréal, Boréal Express, 1980, 243p.

Avec ce nouvel ouvrage, Jorge Niosi continue le minutieux travail d'investigation sur l'organisation du capital au Canada commencé avec son étude sur le contrôle financier du capitalisme canadien. Le présent livre n'a pas, au plan de son organisation générale, la même homogénéité que le précédent puisqu'il regroupe plutôt des articles sur des sujets ponctuels : émergence d'une bourgeoisie francophone, contrôle des sociétés d'État, contrôle des filiales étrangères. Des perspectives plus générales sur la bourgeoisie canadienne dans son ensemble sont cependant apportées à travers un chapitre sur ses étapes de formation et dans la conclusion. Sur chacun des sujets abordés l'auteur fait faire un progrès important dans la connaissance de domaines où les informations sont souvent éparpillées ou très peu explorées. Niosi cherche aussi à bousculer des *a priori* et des hypothèses plaquées, souvent de façon simpliste, sur la réalité canadienne ou mal fondées empiriquement.

En dehors des analyses plus techniques sur la nature et les types de contrôle, cette étude veut surtout montrer qu'il existe une bourgeoisie canadienne puissante, plus puissante que le capital étranger dont on a si souvent montré la présence au risque de donner une vision d'un Canada dominé économiquement (et même politiquement) par les intérêts étrangers.

Dans son premier chapitre, Niosi reprend les conclusions de son ouvrage précédent : il n'y a pas de contrôle bancaire de l'industrie, la théorie du contrôle interne est (en partie au moins) infirmée, au Canada ; il faut distinguer nettement au sein de l'élite économique les actionnaires de contrôle et les conseillers. Le deuxième chapitre est consacré à une analyse des facteurs explicatifs et des étapes de la formation de la bourgeoisie. À propos des quatre étapes définies avec justesse par l'auteur, on retiendra surtout les caractéristiques de celle qui va de 1970 à 1980 : déclin de l'hégémonie américaine, renaissance du nationalisme canadien et montée des bourgeoisies régionales.

Dans le chapitre suivant, l'auteur s'attaque d'ailleurs à l'analyse de l'une de ces bourgeoisies régionales, la nouvelle bourgeoisie canadienne-française. Les francophones, on le sait, sont très sous-représentés au sein de la grande bourgeoisie, mais l'on peut dresser l'inventaire des entreprises canadiennes-françaises importantes, tout au moins des sociétés publiques (ce qui, malgré tout, restreint quelque peu la liste). Niosi s'attarde surtout sur les groupes importants et sur le mouvement coopératif avant d'aborder la relation de la bourgeoisie francophone à la politique. En désaccord avec Pierre Fournier, l'auteur estime que cette bourgeoisie dans son ensemble se définit comme canadienne-française et non pas québécoise. Enfin, l'auteur trace un portrait intéressant de la croissance de la bourgeoisie francophone entre 1975 et 1979.

Le chapitre sur les sociétés d'État au Canada est sans doute celui qui nous apporte le plus d'informations nouvelles. Cette analyse en effet vient mettre de l'ordre au plan des interprétations théoriques sur la nature du capital d'État en même temps que dans un champ concret, celui des plus importantes sociétés d'État fédérales et provinciales. Les résultats obtenus permettent de saisir l'étendue de la présence des hommes d'affaires et de leurs conseillers au sein des conseils d'administration des sociétés d'État puisqu'ils occupent la moitié des postes. Les fonctionnaires ne